Nouvelle bataille en pleine guerre

Par Guillermo Alvarado

La mort de la prestigieuse juriste Ruth Bader Ginsburg, membre de la Cour suprême de justice, la plus haute juridiction des États-Unis, a déclenché une nouvelle bataille politique dans la course aux élections présidentielles et législatives du 3 novembre prochain.

Comme on le sait, cet organe est le chef du pouvoir judiciaire dans le pays du nord. Il est composé d'un président et de 8 magistrats associés qui sont nommés par le président, ratifiés par le Sénat et exercent leurs fonctions à vie, sauf s'ils décident de prendre leur retraite ou de démissionner volontairement.

Leurs fonctions consistent notamment à statuer sur des questions juridiques qui n'ont pas été résolues aux niveaux inférieurs, à annuler les lois fédérales ou des États, ainsi que les décisions de l'administration publique, y compris du président, et leurs verdicts ne sont pas susceptibles d'appel.

Un fait intéressant, surtout en ce moment, en cas de doute ou d'égalité lors de l'élection présidentielle, ils peuvent nommer le nouveau chef de la Maison Blanche, comme cela s'est produit en l'an deux mille en faveur de George W. Buch.

À seulement 43 jours du scrutin, il est normal et judicieux que la nomination du remplaçant de Bader Ginsburg soit faite après l'installation des nouveaux pouvoirs exécutif et législatif.

Cependant, avec l'administration actuelle dirigée par Donald Trump, presque rien n'est normal ou sensé dans ce pays, encore moins en politique où il y a une véritable guerre en raison de l'ambition excessive du président de rester au pouvoir, quel qu'en soit le prix.

C'est pourquoi le président s'est empressé d'assurer qu'il va nommer le nouveau président à la Cour suprême le plus rapidement possible, afin de consolider le pouvoir de la droite la plus réactionnaire au sein de cet organe avec six juges.

Le leader du Sénat Mitch MacConell s'est immédiatement joint à cette initiative, une attitude clairement opportuniste si l'on se souvient qu'en 2016 les républicains ont refusé de ratifier un candidat proposé par Barack Obama, sous prétexte qu'il n'était pas correct de le faire en année électorale.

La situation est complexe, car même si Trump perd la présidence et que les démocrates obtiennent une majorité au Sénat, ils devront faire face pendant plusieurs années à une Cour suprême hostile, prête à bloquer les décisions sur des questions sensibles comme l'immigration, les droits des femmes et les plans de santé.

Avant sa mort, la juge Bader Ginsburg a exprimé le souhait que son remplaçant soit nommé après la fin de la période électorale et l'installation des nouveaux membres du Congrès.

Tout indique que la mauvaise éthique politique de ce pays empêchera le respect de sa dernière volonté, comme il se doit.

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/234769-nouvelle-bataille-en-pleine-guerre

Radio Habana Cuba